

## Comptes rendus

### 1. *Peuples thaïs*

**FORMOSO, Bernard, *Identités en regard ; destins chinois en milieu bouddhiste thaï*, Paris. CNRS Éditions, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, coll. "Chemin de l'ethnologie", 2000, 288 p. ; bibliographie ; glossaires ; index.**

Bernard Formoso est professeur au département d'ethnologie et de sociologie comparative à l'Université de Nanterre-Paris X. Ce livre est le fruit d'enquêtes de terrain effectuées entre 1988 et 1994 dans deux petites villes d'importance différente de l'Isan – Nord-Est de la Thaïlande –, nommées Din Dam et Thong Thani par l'auteur afin de préserver l'anonymat de ses informateurs.

La réussite de l'ouvrage, qui compte trois parties, réside d'abord dans l'exceptionnelle richesse de la documentation, mais aussi et surtout dans l'analyse minutieuse de celle-ci. Le propos de l'auteur est de saisir la nature des clivages entre les Thaïs-Isan, riziculteurs et de religion bouddhiste, les Chinois, entrepreneurs citadins aux pratiques religieuses différentes, et les Sino-Thaïs. Une fois passée l'exposé méthodologique, quelque peu fastidieux, mais ô combien nécessaire, l'auteur examine dans un deuxième temps les divers aspects des rapports sociaux et économiques qu'entretiennent les groupes entre eux, en dégagant pour la communauté chinoise les formes d'échanges, les codes de conduite et les modes d'association qui unissent ses membres et les démarquent de l'entourage. Dans la troisième partie, Bernard Formoso analyse ces clivages sociaux par référence aux représentations collectives de Soi et de l'Autre, à travers les comportements économiques, les relations de parenté, l'éducation des enfants et les conceptions religieuses. En déroulant toute la panoplie de leurs propres valeurs et des manipulations des us et coutumes locaux, l'auteur décrit bien le mécanisme de la dynamique entrepreneuriale de la communauté chinoise.

Il ressort de ce travail que les Chinois et les Thaïs exposent deux conceptions antinomiques du destin. Pour les premiers, la réussite personnelle s'apprécie ici-bas et découle d'efforts continus pour l'acquisition d'une richesse matérielle. Les seconds, riziculteurs de culture lao et de religion bouddhiste, n'accordent qu'une valeur accessoire à l'acquisition de richesses, seuls les mérites obtenus permettent d'améliorer les renaissances futures. Quant au groupe intermédiaire, les Sino-Thaïs, fruit hybride qui allie les pratiques chinoises et thaïes de façon plutôt équilibrée, il demeure toutefois pour les Chinois *stricto sensu* des Chinois de "seconde catégorie" : si les Chinois détiennent le grand commerce, les métis s'occupent du petit commerce de rue. L'auteur montre que chaque groupe vit dans un univers de réalité, avec son paradigme propre, ce qui le conduit à développer un double mode de conscience, celui de la sphère privée (ethnique) qui lui a été transmis lors de la première socialisation et celui de la sphère relevant de la société globale. Ainsi la cartographie culturelle (basée sur l'idée que les cultures sont isolées les unes des autres) n'est-elle plus recevable

aujourd'hui ; le local doit être redéfini en termes non pas de cultures autochtones mais de configurations culturelles diverses prenant telle ou telle forme particulière.

Magnifique outil pédagogique destiné tant aux chercheurs qu'aux étudiants, ce livre de près de 300 pages rassemble une masse d'informations qui ne devraient pas être négligées par les hommes d'affaires en quête de comprendre la réussite des Chinois en Thaïlande, même si, comme le souligne à plusieurs reprises l'auteur, l'étude de Din Dam n'est pas forcément applicable pour l'ensemble du pays.

*Josiane CAUQUELIN*

**TAI CULTURE, INTERNATIONAL REVUE ON TAI CULTURAL STUDIES, vol. IV n°2, décembre 1999, *Religion and belief*, 192 p. [SEACOM, Ed. tai Culture, Fischerinsel 1 (13-07), D-10179 Berlin ; fax : 49 30-247 94 58 ; e-mail edit@seacom.de]**

La présente livraison prend la suite de celle de décembre 1998 (numéro III-2) de la revue *baan-müang : Administration and belief* (le concept de *baan-müang* se référant au système thaï de relations sociales) ; les contributions peuvent être réparties comme suit :

I. Cultes médiumniques. Est d'abord évoqué (Irene Stengs) le culte rendu au Roi Chulalongkorn, doublement intégré à un culte médiumnique du Nord Thaïlande et au rite bouddhique du *kathin* (offrande aux bonzes). Le rêve constitue un moyen d'entrer en communication avec l'au-delà, via une manipulation numérogique elle-même partie prenante d'une cosmologie chiffrée apparemment d'origine môn-khmère, dont l'une des applications est la loterie (Stephen Sparkes). Le chant (*thään*) joue un rôle important dans le shamanisme des Dai (Nguyen Thi Hien ; La Cong Y) ; les rites continuent de réguler la gestion de l'eau et de la forêt chez les Tai de Mai Chau (Hoang Cam). Le thème de l'oiseau est omniprésent dans la mythologie lao (Olivier Raendchen).

II. Bouddhisme, tradition et modernité. Patit Praban Mishra s'intéresse aux liens entre le bouddhisme thaï et la tradition indienne ; les mythes rizicoles tai révèlent les trois modalités (exclusion, conflit et compromis) du rapport des croyances indigènes au bouddhisme (Siraporn Nathalang). Le vénérable Mettanando Bhikkhu décrit la pratique des moines bouddhistes vis-à-vis des malades du sida en Thaïlande ; Sakurai Yoshihide étudie l'engagement des moines dans la modernité, via le développement rural et la société civile.

III. Ethnies thaïes extérieures à la Péninsule. Pratashlata Buragohain jette un coup d'œil sur les rites ahom (Assam) ; Can Xian An esquisse dans ses grandes lignes les caractéristiques de la religion zhuang (Guangxi).

Une série de comptes-rendus et un glossaire des termes tai cités complètent le numéro (Olivier Raendchen).

**TAI CULTURE, INTERNATIONAL REVUE ON TAI CULTURAL STUDIES, vol. V n°1, juin 2000, *The Lao and their neighbors*, 188 p.**

Ce premier numéro de l'an 2000 de *Tai Culture* vise une problématique large, celle de l'interpénétration de l'ethnie lao avec les ethnies environnantes, thaï ou non-thaï (Khmers, Vietnamiens, Chinois du Sud etc.), qui s'organise autour de deux jeux de contribution :

I. Structuration historique. Un examen des ethnonymes thaïs montre que la distinction Thaïs noirs/Thaïs blancs relève d'un dualisme totémique serpent/oiseau ; irrigué/sec ; eau/terre etc. (Cam Trong). Est ensuite posé le problème de la structure hiérarchique de la société thaïe, d'abord dans son principe, puis dans trois de ses applications, Shan, Isan et Thaï musulmans du Sud-Thaïlande (Olli Ruohomäki et Stephen Sparkes). Nguyễn Xuân Hiên et Trần Thị Giang Liên analysent la distribution d'un des aliments de base des Thaïs, le riz glutineux pourpre, en Asie du Sud-Est. Souneth Photisane évoque la place des chroniques dans l'historiographie lao. Patrice Ludwig s'intéresse aux stûpas contenant des reliques de Bouddha au Laos, et à la réémergence des symboles monarchiques dans les rituels. Chinphat Unthaya jette les prémisses d'une étymologie de l'onomastique des *müang* du Laos. Yelena Afanassieva étudie l'évolution du poème narratif en Thaïlande et au Laos.

II. Minorités. Volker Grabowsky évoque les minorités thaïes du Cambodge, Shan, Siamois et Laotiens de la province de Battambang, et surtout Siamois de Koh Kong ; symétriquement, Yasuyuki Sato analyse le système familial des Khmers du Nord-Est de la Thaïlande. Nikolai Nikulin s'intéresse aux divinités aquatiques de la cosmologie des Müang du Vietnam, singulièrement aux tambours de bronze ; enfin Nel Adams rappelle la présence de Tai dans les états Shan.

III. Traductions et rééditions. Trois traductions, du lao (extrait du *Siang Miang* par Sitthisone Xaysongkham et Isabel Cole), du siamois (passage du *Thai Pannasa Jataka* par Christian et Katrin Velder) et du tai (résumé du *Chüang Haan*, traduit en vietnamien par Nguyen Ngoc Tuan, adaptation anglaise de Nguyen Hiet et al.) et une réédition d'un article de L. Méridat sur la nouvelle année laotienne clotent avantagusement le numéro.

**RAENDCHEN, Oliver, *Siang miang, ein laotischer Schelmenzyklus*, Berlin, SEACOM Edition, SEACOM Südostasiengesellschaft, Berlin, 1997, 141 p. [SEACOM, Fischerinsel 1 (13-07), D-10179 Berlin ; fax : 49 30-247 94 58 ; e-mail edit@seacom.de]**

Cette première traduction du *Siang Miang* lao en allemand complète les éditions

allemandes des versions vietnamienne<sup>1</sup> et khmère<sup>2</sup> du mythe ; elle s'inscrit dans la lignée des précédentes traductions du texte lao, anglaise<sup>3</sup> et surtout françaises (Boounthanh Vonghack, *Bulletin des Amis du Royaume Lao*<sup>4</sup> et Jean Lichtenstein<sup>5</sup>, *Péninsule*) ; le texte de base retenu par O. Raendchen est celui du folkloriste lao P. Phuangapha (Vientiane, 1990).

Une introduction (pp. 4-7) rappelle l'intérêt historique du *Siang Miang* ; viennent ensuite vingt-neuf histoires dont le personnage central est Siang Miang, le bouffon, ou comme le désigne l'éditeur, le 'fripon' (pp. 1-126). Une post-face analyse la signification de cette série de contes (pp. 126-138), l'éditeur s'interrogeant sur le fait que la mort de Sieng Mieng ne soit pas mentionnée dans le texte lao (par exemple par rapport aux textes siamois) et sur l'historicité du texte (la principauté de Thawaalaawadii pourrait désigner le royaume môn de Dvaravati etc.). Délibérément amoral, Siang Miang est le reflet inversé de l'ordre social et de la loi bouddhique ; en systématisant la transgression, il fait de la dérision le moyen par excellence de supporter les rigueurs du code social sans pour autant en bouleverser les fondements.

Par delà ses différentes versions sud-est asiatiques, Sieng Mieng se rattache aux héros éponymes de la transgression (Krishna, Till Eulenspiegel etc.) et aux grands rites collectifs d'inversion de l'ordre social (Holi, Lupercalia, Carnaval etc.) : le thème du 'fou' est bien universel. On peut toutefois remarquer que le texte retenu par O. Raendchen présente d'assez sensibles différences avec celui de J. Lichtenstein : il ne comprend que 29 contes et non 30 ; les corpus ne se recoupent que partiellement (par exemple, les contes 24, 25, 27, 28 et 29 de l'édition de Raendchen sont absents de la version de Lichtenstein etc.) ; de surcroît le contenu des contes n'est pas identique. Entre l'édition de Lichtenstein (dont la base est le texte publié par le Comité littéraire de Vientiane en 1968) et la présente édition est passée la tourmente révolutionnaire.

Marie-Sybille de VIENNE

---

<sup>1</sup> NIKULIN, Nikolai, *Vietnamische Schelmengeschichten*, Leipzig & Weimar, Kiepenheuer Verlag, 1979.

<sup>2</sup> SACHER, Ruth, *A chej, ein kambodschanischer Schelmenroman*, Leipzig et Weimar, Kiepenheuer Verlag, 1981.

<sup>3</sup> EPSTEIN, Steve, *Xiang Miang, the cleverest man in the kingdom, a lao tale retold by*, Vientiane, Vientiane Times Publications, 1995,

<sup>4</sup> VONGHACK, Boounthanh, "Les contes de Xieng-Mieng", *Bulletin des Amis du Royaume Lao*, n°7-8, 1972, pp. 1-51.

<sup>5</sup> *Péninsule* n°6-7, 1983, 231 p.

## 2. Colonisation et décolonisation

**Dominique NIOLLET, *L'épopée des douaniers en Indochine 1874-1954*. Paris, Editions Kaïlash, 1998, 666 p., carte, 31 photos, bibliographie, index. [Editions Kaïlash, 69 rue Saint Jacques 75005 Paris]**

« Et ce n'est pas un hasard si la guerre Franco-Vietnamienne a commencé le 20 novembre 1946, par un conflit douanier à Haiphong ». Ainsi se termine la préface de Pierre Messmer à ce livre dont il souligne tout l'intérêt. Pendant trois quarts de siècle, les Douanes et Régies ont collecté 80% des recettes du budget général de l'Indochine, géré les régies du sel, de l'alcool et de l'opium, apporté un concours mesuré mais indéniable aux opérations militaires de « pacification » puis à la résistance armée contre les Japonais. Toutes ces missions faisaient bien sûr des Douanes et Régies une administration particulièrement importante – plus crainte que respectée – qui façonna l'Indochine française et se trouva naturellement en première ligne face à tous ceux qui contestaient la présence française dans ces contrées.

Délaissant un temps la Cochinchine afin de ne pas y entraver le développement du commerce, les douaniers français se sont installés d'abord à Haiphong, Hanoi et Qui-Nhon lorsque ces ports ont été ouverts au commerce étranger au lendemain du traité de 1874. Dominique Niollet démontre que, mis officiellement à la disposition du Royaume d'Annam, ces hommes étaient en fait l'avant-garde des fonctionnaires coloniaux qui allaient s'y installer dès 1883. A partir de cette date, les douaniers vont s'établir dans les principaux centres de négoce et en quelques points de la frontière sino-tonkinoise. Époque difficile, héroïque même, serait-on tenté d'écrire au regard du récit de l'auteur qui retrace avec brio cette implantation. Époque où le douanier avait « aussi souvent la carabine au poing que la plume aux doigts » ainsi que devait l'écrire l'un d'eux avant de tomber sous les balles chinoises. Époque encore de la révolte du Cambodge, de la création des territoires militaires, de la conquête des confins du Tonkin, celle de Deo Van Tri ou de Luong Tam ky. Bref, des événements et des hommes auxquels les douaniers ont été étroitement associés afin d'asseoir la présence française dans la Péninsule indochinoise. Comme il fallait bien trouver des ressources pour administrer les territoires conquis, des fermes ou des régies de l'opium ont été créées et dureront – avec des critiques beaucoup moins sévères qu'on l'imagine – jusqu'aux années cinquante. Durant 250 pages, l'auteur décrit avec précision et analyse avec lucidité le fonctionnement de ces régies, unifiées en 1899 par Paul Doumer, et le rôle particulièrement important qu'elles eurent pour affermir la présence française, développer le commerce avec les Etats voisins et gagner la grâce des populations productrices d'opium. La consultation d'archives privées inédites et les témoignages d'anciens présidents de commission d'achat d'opium dans les années quarante ont permis à l'auteur de reconstituer les mécanismes d'approvisionnement de la Régie à partir des productions du Laos et du Tonkin. Par ailleurs, ce n'est pas la moindre des révélations de ce livre que de montrer comment en 1945-1946 le gouvernement du président Ho Chi Minh, par l'intermédiaire de Phan Van Dong, et de Huynh Thuc

Khang, le ministre de l'Intérieur, a réorganisé la régie de l'opium pour le compte de la République démocratique du Vietnam. Dès le début de la guerre d'Indochine, le contrôle de la production d'opium devint l'un des enjeux du conflit, tant pour s'octroyer les recettes qu'elle permettait de dégager que pour s'assurer le soutien des producteurs Hmong. Le Vietminh comme l'armée française déployèrent de gros efforts pour s'approprier les récoltes.

Si l'opium frappa l'imagination des Occidentaux, c'est pourtant une autre régie, celle de l'alcool, qui suscita les plus vives critiques. Elle amena de vives tensions entre la paysannerie indochinoise et l'administration coloniale bien souvent représentée dans les campagnes par le seul douanier. Un chapitre particulièrement intéressant démontre tous les mécanismes de cette régie, qu'il s'agisse, de promouvoir la vente de son produit, de réprimer la contrebande ou encore d'évincer les Chinois du commerce de l'alcool. La régie de l'alcool fut au service du capital européen en raison du monopole de distillation et de commercialisation qu'elle octroyait aux quelques sociétés puissantes.

La régie du sel, favorablement accueillie lors de sa création, car elle soustrayait à des négociants chinois le monopole d'approvisionnement de la population indochinoise, devint rapidement impopulaire auprès des sauniers mais aussi des consommateurs. Son maintien, tout comme celui de la régie de l'alcool traduisit le manque de volonté, mais plus encore l'incapacité du pouvoir colonial à réformer un système fiscal décrié. Le coût élevé de l'administration de l'Indochine, en raison du montant des salaires, mais plus encore du nombre excessif de fonctionnaires français, rendait toute réforme fiscale difficilement envisageable dès lors qu'on ne voulait pas faire porter le poids de l'impôt de façon plus équitable sur les industries et la population européennes.

L'auteur démontre que l'installation, puis le fonctionnement des Douanes et Régies, qui employaient un personnel subalterne autochtone très nombreux, fut un facteur de modernisation des structures administratives du Cambodge, du Laos et du Vietnam, mais aussi la manifestation d'un pouvoir étatique autrement plus exigeant que ne l'avait été aucun autre système pré-colonial. Les Douanes et Régies ont été le principal instrument du quadrillage administratif de l'Indochine en raison de leurs rôles fiscal, économique, mais aussi de leur participation au maintien de la sécurité et de l'ordre public. A ce titre, les Douanes et Régies apparaissaient comme le baromètre de l'état des relations, et donc des tensions, entre le colonisé et le colonisateur. Tensions que l'auteur rapporte à travers l'histoire événementielle utilisée à bon escient, à la fois pour nourrir la réflexion de l'historien et satisfaire le plaisir du lecteur.

L'auteur s'est livré à un travail de recherche considérable tant en France qu'au Laos et au Vietnam. Il a recueilli des témoignages importants d'anciens fonctionnaires des Douanes et Régies et consulté de très nombreuses archives familiales. Une telle démarche lui a permis de consacrer un chapitre entier à la résistance des douaniers contre les Japonais, mais aussi d'apporter tout au long de ce livre de nombreuses informations inédites, et de broser avec sensibilité et lucidité le portrait de ces fonctionnaires généralement dévoués et ayant le goût des responsabilités. L'auteur a su les replacer avec talent dans leur environnement indochinois.

S'il fallait formuler une critique à l'encontre de ce travail, ce serait que l'auteur n'a mentionné ses sources que pour les textes cités, sans élargir cette pratique à toutes les données importantes qu'il livre aux lecteurs, ce qui eût pourtant grandement facilité la tâche des chercheurs pour qui cet ouvrage sera un livre de référence. L'écriture vive, précise et souvent recherchée de ce livre n'enlève rien à la rigueur du propos ou à la logique de la démonstration mais bien au contraire en facilite la compréhension. L'auteur a su éviter les écueils de la conceptualisation pour montrer au lecteur, avec passion mais sans complaisance, comment « sur le terrain », loin des dogmes et des idéologies mais avec beaucoup de préjugés, fonctionnait une des plus importantes administrations d'Indochine. C'est là tout l'intérêt du livre : l'auteur, s'il a une parfaite connaissance des mécanismes de la contrebande, puisqu'il sert à la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières, domine aussi suffisamment son sujet pour réussir remarquablement tout au long du livre à intégrer l'histoire des Douanes et Régies dans celle, plus vaste, de la colonisation française en Indochine. Si ce livre destiné tant au grand public qu'au spécialiste, offre un éclairage nouveau et fort intéressant sur un aspect trop méconnu de la présence française en Indochine, il met aussi un point final à un certain nombre d'idées reçues et ébranle bien des mythes. C'est dire tout son intérêt.

*Bernard GAY (CNRS)*

**Pierre BROCHEUX, *Hô Chi Minh*, Paris, Presses de la Fondation des Sciences Politiques, 2000, 235 p. [Presses de la F.N.S.P., 27 rue Saint Guillaume 75007 Paris]**

Pour s'en tenir aux ouvrages de langue française, cette biographie s'inscrit dans la lignée des travaux rédigés dans les années qui suivirent la mort (1969) d'Hô Chi Minh, ceux de Jean Lacouture<sup>6</sup>, de Paul Mus<sup>7</sup>, de Christiane Pasquel-Rageau<sup>8</sup>, ou de celui, plus récent (1990), de Daniel Hémerly<sup>9</sup>. Comme le rappelle le titre de la collection 'Références et facettes', l'ouvrage a pour objet de saisir la complexité du personnage ; la première partie (80 p.) confronte les regards, ceux des témoins oculaires, des adversaires, de la mémoire collective ; la seconde (une centaine de p.) dresse à la lumière des faits l'inventaire de la diversité des facettes du héros.

---

<sup>6</sup> *Hô Chi Minh*, Paris, Seuil, 1970, 256 p.

<sup>7</sup> *Hôchiminh, le Viêt-nam et l'Asie*, Paris, Seuil, 1971, 250 p. (textes rassemblés et mis au point par Annie NGUYEN NGUYET).

<sup>8</sup> *Hô Chi Minh*, Paris, Editions Universitaires, 1970, 191 p.

<sup>9</sup> *Hô Chi Minh, de l'Indochine au Viet-nam*, Paris, Gallimard, coll. Découvertes, 1990, 192 p.

Historien de l'Indochine française<sup>10</sup>, P. Brocheux (maître de conférences à Paris VII) se livre à un dépoussiérage en règle de l'effigie du père fondateur de la nation vietnamienne moderne. Les origines de Hô sont exemplaires de celles des nationalistes vietnamiens : né en 1890, fils d'un brillant fonctionnaire révoqué en 1911, Hô Chi Minh est placé devant le dilemme de la modernité, le voyage à l'Est (vers le Japon) ou le voyage à l'Ouest (vers la France). Il choisit la France, où il adhère au socialisme, puis rejoint l'URSS, y fait ses classes révolutionnaires, et monte au créneau en Chine et en Indochine.

Reste à cerner l'homme. Il se décrit comme rigoureux, tenace et digne ; pour ses compagnons de route, il est un père, un sage et un maître ; ses adversaires le considèrent comme un diplomate séducteur, qui joue de son ascétisme et de sa simplicité, un comédien cynique, un adversaire diabolique ; plus tard, quand se fera jour la critique du communisme, il sera perçu comme un 'tyran' rouge, voire un imposteur (Olivier Todd). De fait, c'est le mythe construit à dessein par Hô Chi Minh, que célèbre la mémoire collective vietnamienne, à travers ses lieux de culte : vénéré dans plusieurs *dinh* ou *den* du monde rural, il est momifié – contrairement à ses dernières volontés – dans un mausolée au cœur de Hanoi.

Les divergences des images ne font que traduire la complexité d'Hô Chi Minh. La fracture de départ est celle d'un père démis pour alcoolisme ; l'image du 'moine' révolutionnaire masque celle d'un homme sensible à la gente féminine, aux diverses concubines. L'anticolonialisme de Hô se combine à une certaine empathie envers l'Occident : la révolution de Lénine ne fait à ses yeux que parachever la révolution française ; il a apprécié l'*habeas corpus* britannique à Hong-Kong, où ses geôliers refusent finalement de le livrer aux Français ; après avoir vraisemblablement séjourné aux Etats-Unis en 1912-1913, il jouera la carte américaine en 1945-46. Cela dit, c'est évidemment à l'Union soviétique que va sa 'reconnaissance' et sa 'fidélité' ; ce qui l'y attire, c'est la dimension anti-coloniale d'un combat qui ne se réduit pas à celui des prolétaires occidentaux, ce qui ne l'empêche pas de connaître – à l'instar d'autres révolutionnaires asiatiques et du fait du Komintern – une traversée du désert entre 1933 et 1938. Pourtant, ce sont les méthodes – hétérodoxes – de Boukharine qu'il applique en Indochine, fondant sa révolution sur le monde agraire, avec la création du P.C.I. en 1931, puis du Viêt-minh en 1941. Brillant stratège, il réussit à survivre à son emprisonnement par le seigneur de la guerre du Guangxi (Zhang Fa Gui) d'août 1942 à septembre 1943, à profiter de la dissolution du Komintern pour réorganiser le P.C.I., à en prendre la tête, à proclamer dès le 2 septembre 1945 la République Démocratique du Viêt-Nam, à saborder le P.C.I. en 1946...

---

<sup>10</sup> Voir, par exemple, *The Mekong Delta, ecology, economy and revolution, 1860-1960*, University of Wisconsin - Madison, Center for Southeast Asian Studies, Monograph n°12, 1995, 269 p. [C.R. *Péninsule* n°31, 1995, p. 198-199] ; *Indochine française, la colonisation ambiguë*, Paris, La Découverte, 1995, 427 p. (avec Daniel HEMERY) ; *Histoire de l'Asie du Sud-Est, révoltes, réformes, révolutions*, textes réunis par , Lille, P.U. de Lille, 1981, 277 p. etc.



Ni chef de guerre, ni secrétaire général inamovible, Hô est avant tout un 'communicateur' et un intercesseur, un manipulateur du verbe. Si sa *praxis* est davantage chinoise (il est le premier responsable de la réforme agraire et de son échec) que soviétique, il a toujours refusé de se positionner face au conflit entre les deux modèles. Hô était-il davantage nationaliste, communiste, marxiste ou confucéen ? Sino-viêtnameien par naissance, léniniste par conviction, moralisateur par choix, Hô fut avant tout, selon P. Brocheux, l'homme d'une 'situation' et d'une culture.

Abondamment documentée et brillamment écrite, cette biographie d'Hô Chi Minh apporte sans nul doute un éclairage nouveau sur le personnage, mettant en évidence les zones d'ombre où les informations sont lacunaires (séjour en U.R.S.S., période chinoise etc.). Tout au plus peut-on regretter que les contraintes éditoriales aient singulièrement réduit l'appareil critique, alors même que l'ouvrage présente une chronologie détaillée (p. 209-217) et une bibliographie conséquente (p. 221-229). A lire, évidemment.

Marie-Sybille de VIENNE

**Claude GILLES, *De l'enfer à la liberté - Cambodge - Laos - Vietnam*, Paris, L'Harmattan, 2000, 334 p., ill., bibl.**

Tout le monde se souvient encore de *La déchirure*, le film d'Alain Joffé tiré du livre de Haing Ngor, *Une odyssée cambodgienne* (éd. Fixot, 1988), et de l'horreur au quotidien sous le régime khmer rouge ; et chacun a encore en mémoire la récupération des *boat-people* en mer de Chine, qui ont fait la une des magazines. Mais qui se souvient encore aujourd'hui des camps de Nong Khai, Khao I Dang ou Pulau Bidong ?

Le père Gilles – qui se consacre à l'accueil des réfugiés asiatiques dans le Doubs depuis 1975 – a voulu réunir un certain nombre d'informations sur ces populations, pour que les familles d'accueil et les organismes ou personnes en contact avec elles puissent mieux comprendre le pourquoi et le comment de cet exode.

Cet ouvrage a donc le mérite de rappeler, essentiellement par des témoignages précis et assez complets, qu'il y a 25 ans s'instaurait, dans les trois pays de l'ex-Indochine française, un régime de terreur et de répression. Car, pour beaucoup, et notamment les enfants de réfugiés asiatiques nés en France, ces événements sont bien loin, et sont loin de les toucher directement : ils ne les ont pas vécus et leurs parents ne leur en parlent pas.

Les habitants de ces trois pays ont donc eu, à des degrés divers, mille raisons de fuir leur pays, et c'est ce que les témoins évoquent avec toute l'émotion des victimes d'événements qui les ont dépassés et qui les ont forcés à fuir leur pays.

Ces témoignages nous apprennent aussi – et que l'on savait moins –, c'est que l'horreur ne s'est pas arrêtée en quittant le pays d'origine : que ce soit sur la mer, avec les pirates rançonnant et violant, ou sur terre, avec des militaires chargés de la garde

des camps de réfugiés, aux pratiques similaires, les réfugiés ont dû subir humiliations, violences physiques et morales, et surtout, une attente « injuste ». Arriver dans une terre qu'ils espéraient plus hospitalière n'était pas la fin de leurs malheurs ni un départ assuré par un pays d'accueil, c'était aussi parfois le refoulement dans le pays d'origine, comme ce fut le cas pour ces dizaines de milliers de Cambodgiens arrivés en Thaïlande, dont des milliers périrent au cours de ce retour forcé.

Ce qui est intéressant dans la diversité de ces témoignages, c'est qu'on se rend mieux compte qu'il n'y a pas eu d'exode « type », que tous les Vietnamiens ne sont pas des *boat-people*, que tous les Cambodgiens n'ont pas fui après l'arrivée des Vietnamiens fin 1998, et que les Lao et les Hmongs ont eu des raisons différentes de fuir et des parcours différents. Et le témoignage d'étudiants cambodgiens de France retourné à Phnom Penh fin 1975, et celui d'anciens militaires vietnamiens de l'armée française apportent un éclairage nouveau sur ce qui fut un exode sans précédent dans l'histoire de l'Asie.

Geoffroi CRUNELLE

### 3. Économie : crises et sortie de crise (2)<sup>11</sup>

ARNDT, H.W. & HILL, Hal eds., *Southeast Asia's economic crisis*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies (I.S.E.A.S.), 1999, 182 p. [ISEAS, 30 Heng Mui Keng Terrace, Pasir Panjang rd, Singapore 119614 – fax : (65) 775-6259 – e-mail : pubunitiseas.edu.sg]

Ce volume réunit les articles publiés dans l'*A.S.E.A.N. Economic Bulletin* de décembre 1998<sup>12</sup>. Il prend ainsi la suite des travaux de la *Revue d'économie financière*<sup>13</sup>, de ceux de L. Rosenberger<sup>14</sup>, de Ranjit Gill<sup>15</sup> etc., qui cherchent à rendre compte de la crise sud-est asiatique. Outre celles de ses deux éditeurs australiens, il rassemble les contributions de six Asiatiques, deux Européens, trois Américains et deux Australiens. Les six premiers chapitres traitent des économies les plus importantes de l'A.S.E.A.N., les six suivants développent des analyses transversales sur les motifs et les conséquences de la crise.

<sup>11</sup> Voir une première recension d'ouvrages relatifs à la 'crise asiatique' dans *Péninsule* n°38, 1999, C.R. p. 184-188, ainsi que l'article de M.S. DE VIENNE, "Quelle crise des économies d'Asie Orientale ?" *Péninsule* n°36 p. 55-84.

<sup>12</sup> Volume 15, n°3.

<sup>13</sup> REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE, *Les systèmes financiers asiatiques*, n°44 décembre 1997, 246 p.

<sup>14</sup> "Southeast Asia's currency : a diagnosis and a prescription", *Contemporary Southeast Asia*, 1997 (12), vol 19 n°3, p. 223-251.

<sup>15</sup> *Asia under siege : how the Asian miracle went wrong*, Singapour, Singapore Epic Management Services, 1998, 196 p.

L'objet de l'ouvrage est de comprendre comment une région réputée pour sa réussite économique a pu sombrer dans une crise aussi grave, et sans que personne n'ait pu l'anticiper. Partant, il dresse une synthèse des explications généralement admises : en interne, une parité fixe avec le dollar, une croissance de la dette extérieure à court terme et des systèmes financiers fragilisés, en externe, les difficultés financières du Japon qui l'ont empêché de jouer la locomotive régionale, et les erreurs du F.M.I.

Selon Mohammad Sadli (University of Indonesia), la crise indonésienne fut la conséquence de la crise thaïlandaise. Les fondamentaux du pays étaient relativement bons ; sa principale faiblesse résidait non pas tant dans ses 'fondamentaux politiques' que dans un surendettement privé, stimulé par l'afflux des capitaux étrangers et la dérégulation financière. Aux restructurations imposées par le F.M.I. s'ajoutèrent des conditions révélant les intérêts de ses 'actionnaires majoritaires', une ouverture (pouvant fragiliser les structures productives) et une privatisation des entreprises d'Etat (impliquant évidemment un actionariat étranger).

Pour P. Athukirala (Australian National University), la Malaysia était le mieux parti des potentiels N.P.I. asiatiques. Malgré la faiblesse de la dette extérieure, le ringgit a chuté de 50% et la bourse de 65%, fin 1997, entraînant une montée des créances douteuses. L'explication en serait une bouffée spéculative, avec afflux de capitaux sur le marché boursier en 1996 et hausse de 15% du ringgit début 1997, à laquelle s'est ajouté un développement exagéré des crédits immobiliers (50% des crédits). Les restrictions imposées aux marchés financiers et le rachat par les fonds de pensions publics des actions les plus vulnérables ont fait plonger les cours en 1997. En septembre 1998, la Malaysia a institué un contrôle des flux des capitaux à court terme, prenant ainsi le risque de retarder les restructurations bancaires.

Apparemment les Philippines furent moins touchées (G. Sicat, University of the Philippines). La situation financière et économique s'était sensiblement améliorée depuis 1992 ; les capitaux étrangers affluaient depuis 1995 (80% des investissements directs étaient d'origine étrangère) ; le système bancaire, qui avait engagé une restructuration depuis 1993, n'était pas en trop mauvaise posture. La stabilité du peso n'en fut pas moins attaquée, amenant le gouvernement à demander et à obtenir très rapidement l'aide du F.M.I., et la bourse baissa fortement.

Singapour constitue un contre-exemple des deux cas précédemment décrits (Chia Siow Yue, Institute of Southeast Asian Studies). L'une des économies les plus ouvertes du monde (8<sup>ème</sup> centre de crédit *offshore* de la planète, des investissements étrangers directs et de portefeuille représentant plus de 80% du P.N.B.), Singapour mène une politique réglementaire et monétaire rigoureuse, ajustant l'émission monétaire aux réserves en devises. Partant, la crise y a été réduite, avec une baisse du taux de change de 13% sur 1997-98, et une chute de 60% de l'indice boursier – à partir du pic de 1996. Le large provisionnement de quelque 6% de créances douteuses (en juin 1998) a fait chuter les profits de 80%, sans pour autant rendre les firmes déficitaires. Et le gouvernement a joué une amélioration des services financiers.

Selon Bhanupong Nidhiprabha (Thammasat), la crise thaïlandaise est due à la

conjonction de deux phénomènes : 1°) la libéralisation des marchés financiers et la création d'un marché bancaire *offshore*, qui a démultiplié les crédits au point que les entreprises n'ont plus pu faire face à leurs engagements. Partant, la banque centrale a dû injecter en 1997 des liquidités considérables, sans pour autant empêcher la fermeture de 56 sociétés financières ; 2°) une crise monétaire. Deux attaques contre le baht (juillet 1996, et mai 1997), alimentées par la chute des exportations (induite par la récession japonaise) épuisèrent les ressources de la banque centrale, laquelle devait lâcher le baht en juillet 1997. S'amorçait alors une crise de 'déflation de la dette' (p. 74) et une contraction du crédit aggravées par les restrictions imposées par le F.M.I. en matière de déficit public, limité à 1 puis 3% du P.I.B.

Pour Ari Kokko (Stockholm School of Economics), le Viêt-Nam a résisté à la crise, parce que sa monnaie n'est pas convertible et qu'il n'a pas de marché boursier. Cela dit nombre des faiblesses des économies en crise sont aussi présentes au Viêt-Nam : la fragilité des entreprises d'Etat et leur fort endettement, qui pénalisent un secteur financier vulnérable. A cela s'ajoutent un déficit commercial croissant, qui a entraîné une restriction des importations, et une reprise (certes modérée) de l'inflation ; partant, un déficit de la balance des paiements courants, dont la conséquence est une érosion du dong. Le gouvernement se retrouve ainsi devant un dilemme : la stagnation ou la poursuite des réformes, laquelle ne va pas sans risque.

Reste à rendre compte des mécanismes communs à la crise. Pour Ross Garnaut (Asia-Pacific School of Economics and Management), c'est l'association des parités fixes avec le dollar US, et du manque d'instruments d'ajustement monétaire qui a contribué à déclencher la crise. La baisse des taux de change a fait chuter les échanges intra-régionaux. Plutôt que d'instaurer un contrôle des changes (pour pallier les attaques spéculatives, notamment celles des *hedge funds*), la solution serait de renforcer la réglementation bancaire, de manière à mieux absorber les fluctuations du marché, et d'imposer des règles prudentielles en matière de crédits.

La réforme du secteur financier est inévitable (D. Cole et B. Slade, Harvard Institute for International Development), parce que la libéralisation n'a pas été précédée d'une amélioration du cadre réglementaire. Le postulat que la libéralisation financière accélérerait la croissance s'est avéré largement infondé. L'afflux massif de capitaux déstabilise les marchés, et surtout il n'existe aucun organisme régulateur international : une croissance rapide accompagnée d'une forte pression financière étrangère n'est donc pas la panacée. Il faudrait à l'inverse encourager et protéger l'autofinancement et l'épargne, renforcer les pré-requis prudentiels pour les banques, encourager le capital-risque, restreindre certains flux de capitaux étrangers, renforcer le rôle de l'administration et créer des agences de régulation pour contrecarrer la spéculation, augmenter la transparence des acteurs financiers, et surtout adapter les standards internationaux aux institutions financières des pays en développement.

W. McKibbin (Australian National University) rappelle que la crise asiatique pose un problème de modélisation. Les données boursières relatives à la Thaïlande, introduites dans le modèle multi-pays d'Asie-Pacifique 'G-Cube', montrent qu'une révision à la baisse des anticipations de croissance, des changements dans la

perception du risque et les politiques suivies localement, expliquent les données de la crise. Cela dit le modèle a sous-évalué l'impact de la crise sur la croissance, en prévoyant que les exportations compenseraient pour partie la contraction de la production, ce qui ne s'est pas produit en raison de la baisse généralisée des monnaies asiatiques par rapport au dollar. Contrairement aux prévisions de l'OCDE, la crise ne s'est pas exportée vers les pays occidentaux. Un minimum de souplesse fiscale et monétaire peut relancer la demande quand une politique de rigueur risque la réduire.

A. Booth (School of Oriental and African Studies) s'interroge sur l'impact social de la crise, alors que la pauvreté s'était réduite d'un quart entre 1986 et 1996. Les estimations relatives à l'Indonésie divergent considérablement. Selon la Banque mondiale, le nombre d'Indonésiens vivant en dessous du seuil de pauvreté passerait de 10 à 14% ; selon le Bureau central des statistiques (indonésien), de 11 à 40% ; selon le Bureau international du travail (B.I.T.), de 11 à 48%. Ces deux dernières estimations, peut-être vraies pour Java et l'Est indonésien, paraissent trop pessimistes pour les régions disposant de cultures d'exportation. L'un des problèmes est la hausse de 80% des produits alimentaires sur les huit premiers mois de 1998. La réponse pourrait être de développer l'emploi rural et agricole, et de commercialiser du riz importé de basse qualité, à bas prix, dans les régions les plus touchées.

La crise a une dimension politique (A. MacIntyre, University of California, San Diego). La structure politique thaïlandaise a empêché la mise en place de mesures de contrôle concomitantes à la libéralisation financière, et a bloqué les restructurations financières jusqu'à fin 1997. A la différence de la Thaïlande, l'Indonésie, indépendamment de son cronysme, disposait des instruments nécessaires à une restauration de la confiance en 1997 : elle n'a pas soutenu à tout prix sa monnaie et a très rapidement démarré des réformes en conformité avec le F.M.I.. Mais les agissements de la clientèle présidentielle, et l'adoption d'un budget irréaliste pour 1998 ont sapé la crédibilité de ces mesures, ce qui a été sanctionné par les marchés et le F.M.I..

La réaction de l'A.S.E.A.N. face à la crise est appréciée différemment à l'intérieur et à l'extérieur (Hadi Soesastro, Centre for Strategic and International Studies, Jakarta). Les ministres des finances de l'association, qui n'ont rien fait pour améliorer les mécanismes de *swap*<sup>16</sup> internes à l'association, ont créé un forum des banques centrales et ont commencé à envisager la constitution d'un dispositif commun de surveillance (p. 162). En prime, le calendrier de l'A.F.T.A. a été maintenu. L'association parle désormais 'd'engagement flexible' qui autoriserait à discuter collectivement de problèmes intérieurs sans contrecarrer le principe de non-ingérence.

Sérieusement documenté, l'ouvrage constitue ainsi un bon inventaire de la situation économique sud-est asiatique, mi-1998. Il démontre les risques d'une libéralisation financière accomplie à la hâte et les limites des outils conceptuels d'analyse de la crise. On regrette toutefois que son appareil statistique ne soit pas plus conséquent.

---

<sup>16</sup> Echanges de créances.

**MONTES, Manuel F. & POPOV, Vladimir V., *Asian crisis turns global*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 1999, 123 p. [*Id.*]**

Ce petit livre est paru dans les mois qui suivirent le moment où la crise financière asiatique a semblé s'étendre aux pays de l'Est. Manuel Montes, chercheur à l'East-West Center d'Honolulu, et chercheur associé à l'I.S.E.A.S., y confronte son analyse des pays asiatiques<sup>17</sup> avec celle des économies en transition effectuées par Vladimir Popov<sup>18</sup> (chef de secteur à l'Académie d'Economie Nationale à Moscou).

L'ouvrage compare les mécanismes de crise dans les deux zones économiques, la première, de tradition capitaliste, la seconde, en cours de conversion à l'économie de marché. Après une courte introduction, deux chapitres définissent la notion de crise monétaire ; les deux suivants traitent de la crise en Russie et en Asie orientale ; le dernier dresse le bilan de la confrontation des deux expériences.

Le titre de l'ouvrage est trompeur, car son objet n'est pas de démontrer une exportation de la crise, mais à l'inverse de voir que, même si les deux zones ont fait preuve en synchronie de leur vulnérabilité monétaire, il n'y a pas eu contamination (p. 34-35). La notion de crise monétaire est corrélative de celle de monnaie. Cela dit, il existe trois types de crise monétaire : une crise des changes, induite par l'impossibilité de la banque centrale de stabiliser la parité ; une crise de l'endettement extérieur, fruit d'un doute sur la capacité de remboursement (pour peu que la dette soit libellée en monnaie étrangère, le taux de change s'effondre) ; une crise de surendettement du secteur privé. Ces trois types de crise sont évidemment interconnectés.

La crise qui a touché certains des pays en transition (Bulgarie, Roumanie, Belarus, Russie et Ukraine) ne peut être imputée à un surendettement extérieur, qui demeurait – à l'exception de la Bulgarie – inférieur à 25% du P.N.B. (p. 30-31), mais plutôt à une surévaluation de la monnaie par rapport au dollar. Pour s'en tenir à l'exemple russe, le rouble avait été surévalué à quelque 70% de la parité de pouvoir d'achat (P.P.A.) alors que la fourchette optimale pour les économies en transition était de 20-50% de la P.P.A. : il en a résulté une concentration des bons du trésor dans des mains étrangères, jusqu'à représenter un montant supérieur aux réserves de change. En août 1998, le rouble perd 60% ; le gouvernement commet l'erreur de suspendre ses paiements ; il en résulte une chute de -6% du P.N.B. sur l'année.

La crise asiatique relève pour sa part d'un endettement privé excessif auprès de l'étranger (favorisé par des taux d'intérêt élevés), associé à une crise du crédit interne, dans un contexte qui est celui d'une libéralisation accélérée du secteur financier et,

---

<sup>17</sup> Voir *The currency crisis in Southeast Asia*, Singapour, I.S.E.A.S., 1998, 78 p. ; MONTES, M. & LIM, Joseph, "Macroeconomic volatility, investment anemia and environmental struggle in the Philippines", *World Development*, 1996, vol. 24, p. 341-357.

<sup>18</sup> Voir *A Russian puzzle : what makes the Russian economic transformation a special case*, Helsinki, Finland, United Nations University, World Institute for Development Economics Research (UNU/WIDER), 1996, 66 p.

partant, d'un afflux de capitaux : c'est une crise de l'agent facile. C'est en prime une crise de surendettement à court terme, les engagements à court terme excédant largement les réserves monétaires (p. 82).

Ce n'est ainsi pas tant la globalisation accélérée des marchés financiers qui est responsable de la crise que la manière dont s'effectue l'intégration des nouveaux acteurs. Une politique fortement anti-inflationniste visant à préserver le taux de change n'est pas une panacée dans les pays en transition (p. 93), pas plus que ne le sont l'ouverture tous azimuts des marchés financiers – ou les retraits brutaux de capitaux – dans les pays émergents. La libéralisation des marchés financiers devrait s'opérer par étapes, les taux de change demeurer flexibles, et les autorités monétaires disposer d'un pouvoir non seulement régulateur, mais de contrôle effectif, notamment des entrées de capitaux, singulièrement de court terme.

Informatif et clair, cet ouvrage a le mérite de critiquer bien des idées reçues. La 'corruption' n'est pas la première responsable de la crise financière asiatique<sup>19</sup> (p. 83-84). Les conditions d'intervention du F.M.I. imposées aux pays asiatiques ont été plus sévères que celles accordées en 1994 au Mexique, qui a bénéficié d'un afflux immédiat de liquidités tel que les directeurs européens du F.M.I. ont refusé de voter la mesure (p. 89-90). Mais le Mexique était mitoyen des Etats-Unis, lesquels ont usé de leur droit de veto (septembre 1998) pour refuser une proposition de création d'un fond de stabilisation de 100 milliards \$ pour les pays asiatiques. A lire Montes et Popov, on comprend pourquoi la proposition japonaise (6 mai 2000, Chiangmai) de créer un mécanisme de stabilisation des monnaies asiatiques par une série d'accords bilatéraux a remporté l'assentiment de tous les participants, y compris celui de la R.P.C. !

**SACY, Alain S. de, *L'Asie du Sud-Est, l'unification à l'épreuve*, Paris, Vuibert, 1999, 266 p.**

Cette réflexion de synthèse sur le Sud-Est Asiatique s'inscrit dans la lignée de deux séries de travaux contemporains, géographiques, ceux de Rodolphe de Koninck<sup>20</sup>, Jean Delvert<sup>21</sup>, H. Tertrais<sup>22</sup>, B. Antheaume, J. Bonnemaïson, M. Bruneau et C. Taillard<sup>23</sup>, ou historiques et géostratégiques, ceux de F. Godement<sup>24</sup>, S. Boisseau du

---

<sup>19</sup> Comme le rappelle les auteurs, le rapport de la BANQUE MONDIALE avait cité la coordination des acteurs gouvernementaux et privés comme l'un des facteurs explicatifs du 'miracle' (*The East Asian Miracle, economic growth and public policy, a World Bank research report*, New-York, Oxford University Press, 1993, 389 p.).

<sup>20</sup> *L'Asie du Sud-Est*, Paris, Masson-Géographie, 1994, 417 p.

<sup>21</sup> *Géographie de l'Asie du Sud-Est*, Paris, P.U.F., coll. Que sais-je, 1967, 128 p.

<sup>22</sup> *L'Asie du Sud-Est, le décollage*, Paris, Le Monde-éditions, 1996, 208 p.

<sup>23</sup> *Asie du Sud-Est – Océanie*, Géographie universelle, Paris, Belin-Reclus, 1995, 479 p. [C.R. Pén. 32, 1996, pp. 204-205].

<sup>24</sup> *La renaissance de l'Asie*, Paris, Odile Jacob, 1993, 378 p.

Rocher<sup>25</sup>, S. Bésanger et Guy Schulders<sup>26</sup>, P. Richer<sup>27</sup> (pour s'en tenir aux ouvrages de langue française). Ancien banquier, consultant international, enseignant à H.E.C., auteur d'un précédent travail sur la Birmanie<sup>28</sup>, A. de Sacy met son expérience familiale et professionnelle de l'Asie orientale au service des voyageurs et des curieux de tout acabit qui souhaiteraient tenter l'aventure asiatique. L'objet du livre est ainsi de présenter une série d'éclairages, ou, comme dit l'auteur, de "blocs de pensée", illustrant la diversité des facettes du puzzle sud-est asiatique qui fait de l'unification institutionnelle de l'A.S.E.A.N. un défi à la géographie et à l'histoire. Comment un espace fragmenté à ce point qu'aucune des fractures qui le divisent, territoriales, historiques, linguistiques etc. ne se superpose à une autre, peut-il prétendre à l'unité ?

A. de Sacy propose des pistes de réponse à travers un inventaire des diversités sud-est asiatiques, présenté en sept parties que l'on peut regrouper comme suit :

1. Une première partie introductive (p. 11-46) dresse les quatre éléments du cadre géographique, l'eau (des voies de communication maritimes aux richesses halieutiques), le feu (celui de l'activité tectonique qui ceinture la région), la terre (essentiellement le relief, de la patte-d'oie péninsulaire aux arcs insulaires), l'air (soit le jeu des climats et des saisons porteurs de l'activité humaine).

2. Les trois parties suivantes (p. 47-120) évoquent l'histoire de temps très long, celle qui va des premiers peuplements (australoides), via une série de mutations culturelles que traduisent successivement les immigrations 'austronésiennes', les outillages lithiques, les tambours de bronze, l'indianisation, l'islamisation, la colonisation etc., jusqu'à la fin de l'époque moderne.

3. Trois autres parties (p. 121-220) présentent les composantes de la construction sud-est asiatique contemporaine. La construction politique d'abord, le jeu transversal des réseaux, pirates, marchands (bugis et chinois) ou coloniaux (Rajah Brooke), et surtout la structuration verticale des Etats autour des figures nationalistes, Rizal et Aguinaldo aux Philippines, Hô Chi Minh au Viêt-Nam, Sukarno en Indonésie, Tunku Abdul Rahman en Malaysia, Aung San en Birmanie, Lee Kuan Yew à Singapour. L'auteur s'attarde ensuite sur la construction économique, partant de la situation présente de crise pour en expliquer les raisons : une mécanique de crise financière (p. 193-206), à laquelle l'institutionnalisation 'molle' de l'A.S.E.A.N. (p. 171-191) ne permet pas de fournir une réponse collective, même si le procédé facilite de toute évidence la gestion des consensus dans une région caractérisée par sa complexité. Il sous-entend enfin que, dans le contexte d'intenses tensions géopolitiques (internes et externes) qu'est celui de l'A.S.E.A.N., l'incapacité de l'Association à résoudre les

---

<sup>25</sup> *L'A.S.E.A.N. et la construction régionale en Asie du Sud-Est*, Paris, L'Harmattan, 1998, 306 p.

<sup>26</sup> *Les relations internationales en Asie-Pacifique*, Paris, Alban, 1998, 206 p. [C.R. *Pén.* 37, 1998, p. 203-204].

<sup>27</sup> *L'Asie du Sud-Est : un exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir*, Paris, Flammarion, coll. Dominos, 1996, 125 p.

<sup>28</sup> *L'économie de la Birmanie*, Paris, Vuibert, 1997, 145 p. [C.R. de la première édition dans *Pén.* 33, 1996, p. 226-228].



crises économiques viendrait de ce qu'elle accorderait la priorité au maintien de *statu quo* géostratégique plutôt qu'à se constituer en véritable zone économique.

4. Pourtant, malgré l'absence de centre géostratégique et politique, l'auteur conclut (p. 221-233) que la réunification régionale, qu'il définit comme le retour à l'unification des réseaux maritimes sud-est asiatiques antérieurs au XV<sup>e</sup> s., demeure possible de par l'ampleur des présents enjeux économiques et financiers.

Abondamment illustré (37 cartes, 25 schémas, 4 tableaux), muni de chronologies et d'un vaste index (p. 266), et brillamment écrit, l'ouvrage d'A. de Sacy est agréable à lire ; il constitue un instrument pédagogique appréciable qui rassemble et synthétise les travaux de base sur le Sud-Est Asiatique. L'on remarque ainsi, par exemple, au fil des pages, la carte du basculement de la route terrestre à la route maritime vers la Chersonèse (p. 72), le rapport des superficies cultivées en riz en Asie du Sud-Est (p. 172), l'éclatement des "bulles" financières (p. 202) etc. Tout au plus peut-on noter, ce qui est de toute évidence dû à des contraintes éditoriales, que l'absence d'appareil critique laisse un peu sur sa faim quant à la justification des choix théoriques effectués par l'auteur, par exemple en matière de peuplement du Sud-est Asiatique (p. 52-59), et aux sources utilisées, singulièrement pour la cartographie.

**LAVIGNE, Marie, *Economie du Vietnam, réforme, ouverture et développement*, Paris, L'Harmattan, 1999, 191 p. [5-7 rue de l'École Polytechnique 75005 Paris]**

Écrit dans la foulée d'une communication faite lors d'un colloque en 1996, cet ouvrage s'inscrit dans la perspective des travaux de Mya Than et Joseph L.H. Tan<sup>29</sup>, I. Norlund, C. Gates et Vu Cao Dam<sup>30</sup>, Vo Nhan Tri<sup>31</sup>, Vu Tuan Anh<sup>32</sup> et M-S de Vienne<sup>33</sup>. L'auteur, directeur de recherche à l'ISMEA<sup>34</sup>, spécialiste des économies socialistes et post-socialistes des pays de l'Est, et en particulier de la Russie, s'aventure ainsi pour la première fois sur le terrain asiatique. L'objet de l'ouvrage est d'identifier les chances du Viêt-Nam de s'intégrer à l'économie mondiale au sortir de la crise asiatique. La thèse que l'auteur énonce d'entrée de jeu est que le Viêt-Nam n'a pas d'autre choix que de changer de système politique pour pouvoir commencer à se développer. Reste à en effectuer la démonstration en se fondant sur les données de la dernière décennie, 1989-1999.

Après avoir rappelé l'extrême précarité d'une population dont plus de la moitié vit en dessous du seuil de pauvreté, et ne bénéficie pas d'un accès aux infrastructures

<sup>29</sup> *Vietnam's dilemmas and options*, ISEAS, Singapour, 1993, 306 p.

<sup>30</sup> *Vietnam in a changing world*, Richmond, Curzon Press, 1995, 294 p.

<sup>31</sup> *Vietnam's Economic Policy since 1975*, Singapour, ISEAS, 1992, 253 p.

<sup>32</sup> *Policy reforms and economic growth*, Singapour, ISEAS, 1994, 76 p.

<sup>33</sup> *L'économie du Viêt-Nam, 1955-1995, bilan et prospective*, Paris, CHEAM, 1994, 223 p.

<sup>34</sup> Institut de Sciences Mathématiques et Economiques Appliquées.

élémentaires, M. Lavigne montre que, si le secteur d'État a d'abord (1990-94) profité des réformes puisque sa croissance a été de près du double de celle du secteur privé, c'est au prix du licenciement d'un quart des salariés et d'une restructuration des entreprises d'État locales. Mais cette situation favorable s'est fortement dégradée à partir de 1995, où se sont conjugués une montée de l'endettement soutenu par un accès privilégié aux crédits bancaires, et des blocages structurels. Le gouvernement n'a donc pas eu d'autre choix que de trouver d'autres partenaires financiers. Il a lancé un programme 'd'actionnarisation', qui consiste à transformer les petites et moyennes entreprises d'État en sociétés par actions (étant entendu que l'État doit rester aux commandes des dites entreprises), et prévoit de regrouper les plus grandes dans une douzaine de conglomérats, les compagnies générales. Quant à la stabilisation macroéconomique, elle fut le résultat d'une double thérapie 'de choc', monétaire, visant à éviter une dollarisation de l'économie (p. 72), et accessoirement budgétaire. Reste que le caractère embryonnaire du secteur privé indigène, et la taille réduite de ses entreprises, attestent que le Vietnam ne relève pas encore, tant s'en faut, totalement de l'économie de marché.

L'originalité de la réforme vietnamienne ne serait-elle pas l'attestation d'un modèle de développement 'asiatique' ? Après avoir rappelé les termes du débat où s'affrontent les tenants d'une intégration asiatique au modèle euro-américain et ceux de la persistance de 'valeurs asiatiques', l'auteur rappelle l'insertion régionale du Viêt-Nam, singulièrement ses liens avec la Chine. Comme en Chine, l'État, qui reste le moteur du développement, élabore une planification stratégique qui vise les secteurs clés de l'économie et oriente les investissements étrangers. Ce qui ne l'a pas empêché de se trouver pris au dépourvu par l'aggravation des inégalités rurales induite par la décollectivisation – au demeurant largement positive au plan productif –, puis, dans un second temps, par l'impact de la crise financière asiatique sur sa propre économie (baisse des exportations et des investissements directs).

Quels que soient les inévitables aléas des réformes, leur principal mérite est d'avoir permis l'intégration du Viêt-Nam dans les échanges mondiaux : non seulement il est membre à part entière des associations régionales (A.S.E.A.N., depuis 1995, et bientôt A.P.E.C.), mais sa normalisation avec les États-Unis lui ouvre potentiellement l'accès à l'O.M.C. Partant, il a modifié sa politique commerciale en assouplissant les quotas et licences à l'importation et à l'exportation, sans pour autant autoriser les PME à opérer directement, et devrait diminuer ses droits de douane avec l'entrée en vigueur de l'A.F.T.A., prévue – pour les pays les moins avancés de la zone – en 2006. Si son 'ouverture' lui a valu de recevoir une aide au développement importante (1,2 milliards \$ en 1997) et de pouvoir ré-échelonner successivement sa dette publique (1993) puis sa dette commerciale (1996), la question de la dette russe (dont l'ampleur varie de 1 à 10 selon le taux de change rouble/\$ retenu, soit entre 1,5 et 14 milliards \$) n'est toujours pas réglée. Les investissements directs étrangers (quelque 10 milliards \$ réalisés à fin 1998) ont donc été sa première source de financement extérieur. Les modalités de la transition vers l'économie de marché du Viêt-Nam ne sont ainsi pas plus orthodoxes que l'a été le socialisme vietnamien.

Abondamment documenté (22 tableaux, 23 graphiques, 7 encadrés), cet ouvrage a le mérite de présenter les données de la dernière décennie, en particulier celles relatives à la pauvreté, à la politique industrielle etc. Tout au plus peut-on regretter que la spécificité propre du terrain (par exemple les contrastes économiques entre le Nord et le Sud du pays) n'ait pas été davantage prise en compte, ce qui a rendu d'autant plus difficile le repérage de la dimension 'asiatique' de l'expérience vietnamienne.

*Marie-Sybille de VIENNE*